

NOTE CONCEPTUELLE

36^{ème} Edition des Journées de l'Entreprise

L'Entreprise & la Sécurité : Libertés & Souveraineté

Les 08, 09 et 10 décembre 2022 à Sousse

Les deux dernières crises mondiales : la pandémie du Covid-19 et la guerre russo-ukrainienne n'ont fait qu'amplifier les effets d'une crise plus profonde qui est la stagflation. Cette stagflation est le résultat de deux problèmes sous-jacents, à savoir la dépendance à l'égard des matières premières essentielles et la stagnation de la consommation.

Cette situation inédite a fait resurgir des notions et des pratiques économiques qu'on croyait disparues tel que le productivisme, le contrôle des prix, la restriction de fonctionnement des marchés, les appels au protectionnisme sous des formes différentes ; fait l'objet des débats publics dans un monde traitant habituellement de différentes notions telles que la complémentarité et le positionnement dans des chaînes de valeurs globales ou la saisie d'opportunités d'investissement et l'amélioration continue de la compétitivité.

Une nouvelle réalité économique s'installe :

Préoccupés par la dégradation du pouvoir d'achat, les gouvernements quelques soient leurs degrés de libéralisme se retrouvent obligés de prendre des mesures interventionnistes alors que le fonctionnement des marchés habituellement régis par l'offre et la demande se retrouve, sujet de souveraineté économique et de sécurité nationale.

Bien que les matières premières agricoles et énergétiques sont les plus concernées par cet interventionnisme et ce contrôle sous-couvert de sécurité nationale ; c'est plutôt la répercussion de ces actions sur les entreprises et les marchés qui est plus significative et qui exigera par conséquent une révision des préalables sur lesquelles de nouvelles politiques économiques seront établies.

Cela engendrera la fixation de nouvelles priorités et par conséquent, un nouveau cadre de fonctionnement des marchés et un changement également au niveau des entreprises.

C'est dans ce contexte que s'insère la 36ème session des journées de l'entreprise qui se déroulera les 08, 09 et 10 décembre 2022 et qui portera sur le thème :

« **L'Entreprise et la Sécurité : Libertés et Souveraineté** »

L'augmentation soutenue des taux directeurs ainsi que la volatilité des principales monnaies soulèvent la question de l'indépendance de la politique monétaire et sa relation étroite avec le financement du déficit budgétaire.

La souveraineté monétaire est une question clé qui définit le degré d'interventionnisme de l'Etat dans l'économie et celui des mécanismes de réponses relatifs à l'inflation et à la récession économique.

La question de « **la souveraineté monétaire et le financement du déficit** » sera débattu lors du panel Introductif des journées de l'entreprise.

La sécurité alimentaire, énergétique et hydrique est à la fois une priorité et un élément important pour la sécurité nationale avec des implications directes dans l'orientation des relations internationales, des politiques économiques et de l'interventionnisme des gouvernements dans le fonctionnement des marchés.

Ces aspects ne concernent pas uniquement les secteurs voire les filières qui sont étroitement liés mais aussi qui sont impactés par les effets d'arbitrage qui en découlent, outre des implications directes sur d'autres secteurs.

Ce nouveau rôle de l'Etat interventionniste sous couvert de souveraineté peut dériver vers une économie dirigiste et limite ainsi la fonction entrepreneuriale et le fonctionnement régulier des marchés.

Le souci du productivisme indépendamment de toute raisonnement économique peut mettre en péril le fonctionnement normal de l'économie et limite ainsi les intentions d'investissement et la volonté entrepreneuriale.

La très forte pression sociale et la montée des courants populistes ne peuvent pas laisser les gouvernements insensibles alors que les choix en termes de solutions économiques pour rompre avec la récession et contenir les effets inflationnistes sont limités.

Ces questions de controverse seront en débat lors du premier panel des journées qui portera sur le thème du ;

« **Souveraineté économique : Priorités et Exigences** »

Le problème fondamental des crises actuellement vécues est la stagnation de la consommation mondiale combinée à la pression continue sur les matières premières.

La stagnation de la demande, la destruction des capacités de production et l'augmentation des prix des matières premières se finalisent par une inflation qui n'épargne aucun pays.

Bien que les politiques de relance classiques expansionnistes aient montré leurs limites, et n'aient pas trouvé de solutions pour la reprise de la demande. Une réflexion plus profonde autant au niveau des pays qu'au niveau des entreprises pour revoir leurs modèles économiques s'impose.

Les stratégies basées sur l'expansion des activités et des marchés, l'amélioration de la productivité, les économies d'échelle, l'orientation vers des marchés étrangers peuvent se retrouver menacées dans un contexte protectionniste, de rareté de matières premières et de retour à des habitudes de consommation plus locales.

Des nouvelles approches tel que la « shrinkflation » que l'on peut traduire en « stugflation » se développent dans les prémices d'une récession qui s'installe. Reste à savoir Comment peut-on garder les mêmes prix en produisant moins ?

Le deuxième panel des journées portera sur ;

« **Nouvelles Contraintes, Nouvelles Stratégies de l'Entreprise** »

La récession qui s'installe, les changements de comportements en matière de consommation, la rareté et le renchérissement des prix des matières premières sont autant des défis qui ont leurs impacts sur le climat social dans les entreprises en période de stagflation, sur la rémunération du capital, sur les sources de financements, mais aussi sur les nouvelles solutions et défis qui émergent tel que les énergies renouvelables, l'économie circulaire.

De nouveaux risques vont émerger tels que les guerres économiques qui vont se mener des entreprises voire des pays en profitant de la situation de vulnérabilité.

La désindustrialisation qui risque de s'aggraver et la menace de la faiblesse des politiques sectorielles principalement agricole et touristique dans un contexte d'interventionnisme de l'Etat mais surtout en rareté des ressources budgétaires pour toute action de soutien et de restructuration.

Ces interrogations vont être le sujet des débats et des activités de réflexion participatives (*des fish Bowl*) pour la proposition de solutions de ruptures innovantes comme déjà suggéré lors de précédentes journées de l'Entreprise.

Une session spéciale sera organisée en fin d'après-midi du 09 décembre, consacrée à la « **Sécurité Sociale** ». La montée de la pauvreté, de la marginalisation et des inégalités ; l'apparition des tensions sociales ont réactivé le débat sur la pertinence des politiques sociales et de l'intervention de l'Etat.

Ce constat requiert d'aller au-delà des traditionnelles, il est crucial de parler d'un modèle social progressiste, novateur et inclusif.

La situation économique critique ne devrait pas occulter la problématique posée par la digitalisation de l'économie, les risques cybernétiques criminels ou militaires compte tenu des réductions qui pourraient affecter les budgets de sécurité informatique en cette période de crise économique. Ce risque qui est de plus en plus présent, menace la souveraineté numérique dans une période où la virtualisation de l'économie et des monnaies s'installe.

Ces questions seront débattues dans le cadre de la session spéciale du samedi 10 Décembre sous le thème : « **Cybersecurity** »

La préservation du pouvoir d'achat, la fixation des prix, la préservation des capacités de production, les circuits de distribution, l'organisation des filières, ont engendré des accusations de spéculation auxquelles relèvent des questions d'organisation et de régulation des marchés et qui se sont transformées récemment de questions économiques à un problème de sécurité et de souveraineté surtout en ce qui concerne la limitation du niveau des importations et des exportations de certains produits.

Ces questions seront discutées dans le dernier panel portant sur le thème :
« **L'organisation et la régulation des marchés : Liberté et Sécurité** »